

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Bure-le-debat-public-vire-encore>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Bure : le débat public vire encore au fiasco**

18 juin 2013

Bure : le débat public vire encore au fiasco

Source : Le Républicain Lorrain

Bure : le débat public vire encore au fiasco

Des intervenants conspués, Gérard Longuet violemment pris à partie et une opposition qui s'est encore emparée du pouvoir. La deuxième réunion publique sur le projet Cigéo a tourné court, hier soir à Bar-le-Duc.

Record battu ! La première réunion publique, le 23 mai, avait duré moins d'un quart d'heure. La deuxième, hier soir dans le hall des Brasseries de Bar-le-Duc, aura tenu trois fois plus longtemps. Un exploit compte tenu du climat vicié qui accompagne, depuis son démarrage, le débat autour du futur centre d'enfouissement des déchets nucléaires prévu pour 2025 aux confins de la Meuse et de la Haute-Marne. Mais un fiasco au regard des trois heures de débat prévues à chacune des quatorze réunions programmées.

La commission particulière avait beau avoir affiné sa formule pour que le dialogue reprenne, rien n'y a fait. Ni l'accueil chaleureux du public par une partie de ses membres. Ni la présence importante et visible du service de sécurité. Ni la relégation, au premier rang de la salle, de l'Andra, le porteur de projet, qui figurait à la tribune le soir de la première réunion. Ni l'intervention prévue d'experts indépendants ou d'opposants.

Les anti-Bure appelant à un boycott actif ont pris le pouvoir dès le début de la soirée. Et n'ont plus rien lâché. Pour apaiser l'atmosphère, la Commission avait pourtant décidé de leur laisser la parole en préambule. Le temps pour les membres de l'association des élus de Meuse et Haute-Marne de remettre, au président de la Commission, trois cartons remplis de documents. À l'intérieur : leur pétition contre le projet, rassemblant 60 000 signatures. « Nous l'avons déjà remise à nos conseillers généraux mais ils se sont assis dessus. Si vous aussi, vous estimez que cela ne mérite pas un référendum, c'est à désespérer », lance le président Jean-Marc Fleury, sous les acclamations d'une salle acquise à sa cause.

Sur les 400 personnes présentes, les trois quarts se lèvent ensuite comme un seul homme au moment où Patricia Andriot, une conseillère régionale EELV (Europe Écologie les Verts) de Champagne-Ardenne, pourtant opposée elle aussi au projet, mais favorable au débat, monte à la

tribune pour s'exprimer. Equipés de sifflets, hurlant au « référendum » ou lançant le célèbre « dégage » cher aux révolutions du printemps arabe, les contestataires rendent aussitôt ses propos inaudibles. Pendant plus de vingt minutes, l'élue s'escrime, va au contact de la foule massée au pied de l'estrade. En vain. Les boulettes de papier fusent. Les injures aussi. Rideau.

« 200 hurluberlus »

En aparté, Laurence Monnoyer-Smith, vice-présidente de la Commission nationale du débat public sort de ses gonds : « Le débat public, c'est une instance unique au monde. Je suis allée jusqu'à la tribune de l'Onu pour en faire la promotion. Il est hors de question que 200 hurluberlus de mon propre pays torpillent ce droit formidable. » Il est 20h10, l'atmosphère s'apaise enfin. C'est le moment que choisit Gérard Longuet, sénateur de la Meuse, pour apparaître. Face aux bras d'honneurs et aux invectives, l'élue hausse la voix, prêt à en découdre. « Les élus représentent le peuple français. Comme la majorité d'entre eux, j'ai voté la loi de 2006 prévoyant l'enfouissement, et je voterai celle de 2016 de bon cœur. Ce projet ira au bout. Dans ce pays, ce n'est pas la loi de la grande gueule qui décide. » Puis, le port altier, l'ancien ministre se retire. Sous les quolibets et poursuivi sur le parking par les contestataires. Une opposante tente de lui verser une bouteille d'eau dessus. Le service de sécurité la jette à terre. C'est la dernière image d'un débat public qui a pris une nouvelle tournure, plus radicale, hier à Bar-le-Duc.

Ph. M.